
Conjonctions paradoxales : propriété rurale et accès aux ressources dans un environnement transnational

Bertram Turner *Institut Max Planck d'anthropologie sociale, Allemagne*

Melanie G. Wiber *Université du Nouveau Brunswick*

Traduit de l'anglais par Michel Tanguay, Montréal

Introduction : le contexte des transformations rurales

La présente section thématique s'intéresse aux processus de transformation dans les relations de propriété et l'accès aux ressources dans ce que l'on caractérise comme espaces ruraux. Malgré la prédominance de la lecture néo-libérale de la mondialisation qui, à répétition, cautionne une architecture ouverte de l'économie globale au nom de la croissance économique et d'une plus grande égalité entre le nord et le sud, la majorité des indices pointent vers des conséquences très différentes. Les collaborateurs de cette section, provenant d'horizons diversifiés mais interreliés, partagent un intérêt pour les mécanismes clés par lesquels l'interaction entre le transnational et le local transforme la gestion des ressources et les relations de propriété rurale.

À partir d'une perception commune du rôle du droit, ces articles démontrent qu'avant toute chose, les interdépendances transnationales supposent des conjonctions paradoxales. Par exemple, les lois internationales et transnationales, comme les conventions des Nations Unies, qui définissent les droits humains et autochtones internationaux, de même que les réglementations économiques transnationales (*lex mercatoria*) et les organisations non gouvernementales d'échelle transnationale jouent un rôle toujours plus important dans l'orientation et l'intensité du changement social. Néanmoins, comme le montre le présent recueil, les législations transnationales ont des effets souhaités et des effets non intentionnels sur la propriété rurale. La tendance générale en est une d'homogénéité, mais en même temps, on constate la production de pluralité, puisque les manières dont ces changements transforment ou s'intègrent aux formes légales locales qui régissent l'accès à des ressources limitées varient considérablement. Chacun des articles de cette section s'appuie donc sur la recherche anthropologique empirique pour comprendre comment la transformation des rela-

tions de propriété rurale est en interaction avec des projets transnationaux.

Les articles sont aussi complémentaires dans la mesure où ils éclairent des facteurs différents mais interreliés qui orientent ces processus, dont : la standardisation juridique transnationale, la coopération pour le développement, la création de stéréotypes néo-évolutionnistes néo-libéraux, la gouvernance et la migration, l'inégalité entre les sexes et la résurgence de la religion, et la remoralisation des enjeux de propriété. Dans notre introduction, nous utilisons une perspective critique pour explorer comment tous ces facteurs sont reliés à des questions d'échelle, à la mondialisation et à des interactions local-global pour discuter de la contribution générale de ces articles au débat sur les processus contemporains de transformation des relations de propriété rurale.

Conjonctions paradoxales

On a demandé à nos collaborateurs de discuter de comment la transnationalisation et la mondialisation affectent les relations de propriété et les régimes de propriété dans certaines conditions spécifiques considérées caractéristiques des sociétés rurales. Le monde rural n'est pas hors de portée des organisations transnationales. Mais on considère que les espaces ruraux partagent une combinaison de qualités spécifiques, dont la production d'aliments, le charme des paysages, de faibles densités de population, des valeurs et modes de vie écologiques en apparence, qui façonnent les interactions ruralité-transnationalité et encadrent notre perception de ces interactions. Cela est également vrai des processus de transformation auxquels est soumise la propriété rurale, qui constituent le thème central de cette section spéciale. Toutefois, quand nous avons examiné le coffre à outils des sciences sociales avec lequel nous sommes censés développer notre intelligence de ces processus, nous avons eu besoin de nous arrêter pour réfléchir à la nature paradoxale et des phénomènes sous nos yeux et des concepts à notre disposition pour les aborder. Chaque jour, il devient plus difficile de distinguer les frontières qui séparent le rural de l'urbain, l'impérialisme du développement, la mondialisation de la néo-régionalisation, le traditionnel du moderne, la socialité de la civilité, la modernisation de l'hégémonie, la société civile de l'État, le raffinement de l'esprit de clocher, et l'économie morale du capitalisme immoral. Et en conséquence, la même difficulté surgit pour caractériser les événements, les processus ou les résultats. Dans cette introduction, nous explorons d'abord certains de ces paradoxes, puis nous discutons des contributions à la présente section.

Problèmes d'échelle : le transnational et le global

Un paradoxe central tient à la compréhension des processus qui touchent les lieux où les anthropologues mènent leurs recherches (voir Escobar 2001). Quand des communautés religieuses franchissent les frontières nationales et transportent de nouveaux arguments ou de nouvelles interprétations religieuses parmi leurs membres dans plusieurs pays, ou quand des agents de développement d'une nation appliquent le même type de projets dans de nombreux pays en développement, nous pouvons alors parler de processus transnationaux. Von Benda-Beckmann et von Benda-Beckmann (2007: 58) définissent les lois transnationales comme suit : des règles et des institutions régissant des (inter)actions, des relations ou des réseaux plus vastes qui transcendent les frontières nationales. La globalisation de la législation, d'autre part, réfère à l'expansion spatiale des législations transnationalisées (von Benda-Beckmann et von Benda-Beckmann 2007:60). Les processus transnationaux sont ainsi considérés faire partie du grand système de la globalisation – du moins quand ce terme est compris comme l'intégration croissante de lieux multiples par des flux globaux intensifiés et renforcés (voir Held et McGrew 2003). Mais au même moment où ces processus touchent les États-nations, ils se développent aussi sur le terrain dans des localités spécifiques et, comme le fait remarquer Tsing (2000:327) les deux processus sont mutuellement constitutifs (à la fois l'eau qui dévale le ravin et les paysages qu'elle modifie). Ce dont on a alors besoin, c'est d'une analyse plus raffinée des dynamiques scalaires.

Le concept d'échelle nous permet d'analyser des processus interactifs interreliant divers niveaux, incluant le transfert d'enjeux et de cadrages déterminés par l'échelle. Les échelles ne sont pas d'emblée un moyen de mesure naturel, mais font l'objet d'une construction sociale, et leur extension, leurs interrelations et leurs réorganisations sont socialement déterminés. Par exemple, un conflit typique portant sur l'accès aux terres, auparavant cadré en termes d'une compétition d'échelle locale, ne peut plus être simplement ou exclusivement défini en fonction de rapports entre familles, de droits et d'obligations sociales, de différends entre pouvoirs locaux, ou de représailles. Il peut maintenant être situé dans un arrangement scalaire qui puise dans des discours de protection de l'environnement, de développement durable, d'égalité entre les sexes ou de responsabilité civique, tous discours qui à leur tour prennent leur source dans la génération de normes transnationales. Un tel arrangement peut, par exemple, provoquer un saut d'échelle, une « escalade », de violence

dans les relations de propriété, déclenchant des répercussions à plus grande échelle. Des phénomènes locaux peuvent ainsi s'inscrire dans des configurations globales et les mêmes événements peuvent être analysés différemment selon des échelles variées (Herod et Wright 2002). Parmi les exemples de négociations juridiques scalaires qui touchent les régions rurales autour du monde, on peut citer les lois touchant la migration et la main d'œuvre destinées à répondre aux besoins d'un marché du travail globalisé ou en tant que réactions transnationales à la mobilité locale (rurale), fermant ou restreignant l'accès aux marchés extérieurs par le biais de quotas d'importation ou d'interventions normatives à fondement religieux. La convergence de ces divers ingrédients dans des proportions variables redessine les relations de propriété dans une région rurale donnée.

Les réseaux transcendent les clivages scalaires et relancent les enjeux locaux en tant qu'affaires globales pour des auditoires mondiaux, et vice versa. Des acteurs locaux, par exemple, sont confrontés à des enjeux comme le changement climatique global ou le recadrage de la propriété rurale comme partie intégrante du patrimoine culturel mondial. D'autre part, les luttes des acteurs locaux peuvent être intégrées dans un discours de portée globale, par exemple quand la sécurité alimentaire devient une forme de droit humain. Tous les articles de cette section ont en commun de franchir les frontières scalaires et la négociation des processus scalaires dans le discours et la pratique; cela constitue un centre d'intérêt analytique pour la section, tout comme la connexion légale entre l'échelle et l'espace.

Comme l'observe Tsing (2006), différents niveaux d'échelle ne sont pas toujours affectés ou impliqués au même degré dans les processus scalaires, et par conséquent il n'est pas étonnant que ces articles abordent la question d'échelle de manière relativement différente. Wiber, par exemple, établit une relation entre les investissements en capital dans le développement de récoltes commerciales génétiquement modifiées et d'une part les transformations globales (nord-sud) dans les pratiques agricoles et de distribution des semences, et d'autre part le discours globalisant sur les droits de propriété intellectuelle. Wilmsen, de son côté, s'intéresse à un concept transnational d'indigénité et à son impact sur les droits de propriété dans une arène géopolitique d'Afrique du Sud. On peut trouver la même variation en ce qui touche la législation et le transfert de normes juridiques transnationales dans diverses localités d'un côté, (c'est le cas de l'étude de Weilenmann sur le « droit de projet » en matière de développement¹) et des processus de globalisation de la législation, de l'autre (comme dans l'article de Turner

qui expose la rencontre d'une mouvance activiste islamique dans le champ légal avec d'autres modèles juridiques globalisés). Comme l'interaction particulière du transnational avec le local est conçue comme un point de départ central pour notre appréhension des dynamiques scalaires, dans les faits, tous les articles comprennent des perspectives transnationales, locales et nationales, et mettent en lumière des dimensions interactives de dynamiques scalaires.

Le fait d'analyser les processus transnationaux de cette manière souligne les paradoxes mentionnés plus tôt tant au niveau empirique que théorique, ce qui complique l'entreprise de démêler les questions de rhétorique, d'intention, de rôle et d'identité. Comme d'autres l'ont soulevé à l'égard de la modernité, du développement et de la mondialisation (Tsing 2000; Knauft 2002; Graebner 2002; Sivaramakrishnan et Agrawal 2003), nous travaillons avec des « termes instables » (Edelman et Haugerud 2006:1). Ils supposent un avenir imaginé, un mythe déchu, un processus d'industrialisation et de marchandisation, et une stratégie de légitimisation pour l'État. Pour plusieurs, il est possible d'expliquer ces conséquences divergentes si la croissance et la stagnation économiques résultent du même processus (Edelman et Haugerud 2006:11), celui d'une accumulation rapide du capital (voir Harvey 2001). Selon l'argument de Edelman et Haugerud (2006:18) il est important de ne pas ramener la globalisation et les processus concomitants à un phénomène naturel, mais plutôt de les situer « parmi des forces historiques contingentes ».

Pour Edelman et Haugerud (2006:17) les importantes forces historiques contingentes comprennent l'abandon des Accords de Bretton Woods (1944), qui avaient contribué à renforcer les contrôles étatiques des économies nationales, particulièrement par des restrictions sur les mouvements du capital à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Mais à la fin des années 1970, « les pressions du marché », les changements technologiques et les politiques nationales égoïstes avaient sabordé Bretton Woods et son système de contrôle. McMichael relève que dans ce contexte « l'argent est devenu de plus en plus apatride » (Edelman et Haugerud 2006:17). S'ensuit le néolibéralisme de Thatcher et Reagan, avec son régime de libre échange où le « développement » était perçu comme une spécialisation de l'économie globale. On dit que le Consensus de Washington a dominé la théorie économique néo-libérale après 1980 (Edelman et Haugerud 2006:7-8). Cette théorie jumelait la minimisation du rôle de l'État avec une fuite en avant dans le marché comme solution à la plupart des problèmes sociaux. Certains des architectes du Consensus de Washington ont par la suite essayé de

prendre leurs distances d'avec cette politique en se faisant les champions de programmes de lutte à la pauvreté, mais d'autres économistes ont soutenu qu'il ne s'agissait que d'ajustements superficiels à l'approche fondamentale.

Parmi les sciences sociales, et l'anthropologie en fait partie, on pourrait attribuer au fait « qu'elles ont tourné le dos aux grands récits » l'absence d'une critique soutenue du Consensus de Washington, en particulier d'une critique qui s'appuierait sur une économie politique saine (Edelman et Haugerud 2006:19). Bien entendu, le discours même de la mondialisation peut être décrit comme un « grand récit », tandis que l'on observe quatre failles dans l'anthropologie de la globalisation : (1) la perte de la perspective historique en faveur d'un « présentisme déraciné »; (2) la minimisation du rôle de l'État; (3) la présentation du néo-libéralisme comme un phénomène naturel, par exemple en mettant en scène des « flux » impersonnels; et (4) l'incarnation de la mondialisation comme une force cohérente, simplifiée, inexorable, jumelée à une focalisation sur ses seules dimensions culturelles (Edelman et Haugerud 2006:22). Alors que nous convenons que l'absence d'une critique soutenue du Consensus de Washington est déplorable, Edelman et Haugerud démontrent à quel point l'anthropologie est devenue fragmentée, compte tenu du fait que leurs citations sont limitées à un sous-domaine de la discipline. Alors que les principales revues et les chercheurs en vue (principalement aux É.-U.A.) ont pris le virage « post-moderne », objet de tant de débats, de nombreux collègues ont continué de produire d'excellentes études empiriques sur « comment fonctionnent vraiment les marchés et les sociétés et l'État et les institutions supranationales qui les influencent et les administrent » (Edelman et Haugerud 2006:18), et parmi ceux-ci, nos collaborateurs².

Les processus scalaires dans les espaces ruraux

Les débats ont été enflammés, au cours des dernières décennies, autour de la définition des espaces « ruraux » et de ce qui les sépare des espaces non ruraux (voir Deavers 1992; Laschewski 2005). On caractérise souvent les lieux ruraux comme différents des non ruraux en termes de quantité et de qualité, même si cette distinction est souvent attaquée (voir Hoggart 1990; Bruun et Narangoa 2006:6). Même si cette perception dualiste a un ancêtre distingué dans la sociologie weberienne³, cela fait quand même un certain temps que André Gunder Frank (1967) et Rodolfo Stavenhagen (1964) ont rejeté l'hypothèse d'une « société duelle » (qui veut que les sociétés du tiers-monde soient séparées en une classe urbaine moderne et une classe rurale féodale traditionnelle), pour défendre

l'idée que les régions rurales ne sont pas « attardées » mais plutôt le produit d'un processus de « colonisation intérieure » (Edelman et Haugerud 2006:35). On a proposé trois raisons pour expliquer la persistance de la dualité ruralité-urbanité dans les théories sur le développement rural : (1) les termes des échanges commerciaux et les prix relatifs des produits industriels et agricoles causent depuis longtemps des conflits dans les sociétés humaines, quels que soit leurs niveaux de développement; (2) l'écart grandissant dans les niveaux de vie suggère que les mesures de lutte à la pauvreté doivent être différentes dans les régions rurales; et (3) la pauvreté rurale est source de rébellion et de désordre (Edelman and Haugerud 2006:35)⁴.

Selon Haugen et Lysgård (2006:176), ce n'est pas tant le virage postmoderne qui a transformé les concepts de la sphère rurale dans les dernières années que « le virage culturel », spécialement dans le monde anglo-saxon. Le résultat en a été que « l'on a remis en question tout le système de croyances relatif à la ruralité », de telle sorte que « la ruralité peut être comprise comme une construction sociale où la signification du terme est flottante, changeante et contextuelle » (Haugen et Lysgård 2006:176). Le corps principal de la sociologie rurale, de son côté, demeure « fonctionnel » dans le ton et « orienté vers les politiques » quant à sa portée, alors que le rural est « traité comme une catégorie fixe » et défini par des critères comme la densité de la population et une pénurie de services sociaux (Haugen et Lysgård 2006:176). Ici, le contraste fondamental entre la société rurale traditionnelle et l'urbanité cosmopolite demeure bien enraciné (voir par exemple Brown 2007; Collins et Quark 2006). Dans ce survol des publications récentes, nous avons été frappés par la manière dont la littérature de sociologie rurale emploie un jeu de « ruralismes » qui nous rappelle la discussion de Tsing (2000) au sujet des « globalismes » (voir par exemple Tovey 1998; Mormont 2003, Pratt 1996; Haugen et Lysgård 2006; les contributions au volume édité par Havnevik et col. 2006). En plus de l'assemblage, du futurisme et de l'accent sur la circulation esquissés par Tsing, nous trouvons toutefois un autre jeu d'appareils rhétoriques qui prennent la forme d'oppositions binaires, dont les suivantes : tradition par opposition à modernisation; socialité (proximité et intimité) par opposition à individualisme (dans le sens économique néo-classique); *communitas* par opposition à *civitas*; lieux de production par opposition à lieux de consommation hédoniste; paysage rural (entendez « naturel ») par opposition à « dévastation » industrielle.

Cette utilisation continuelle de l'opposition entre urbain et rural comme de centre par opposition à péri-

phérie pourrait nous empêcher de voir des processus importants. Comme l'observait Tsing à propos du dualisme du local par opposition au global⁵, il n'y a que des projets qui créent ou reconstruisent des lieux partout dans le monde⁶. Et on peut s'attendre à ce que ces projets attirent et rassemblent des gens de partout. Toute distinction marquée entre les espaces urbains et ruraux comporte donc un problème compte tenu du fait que les gens se déplacent entre ces espaces et conservent des racines de part et d'autre, dans la plupart des exemples ethnographiques réunis dans ces articles (Voir Laschewski 2005; Lohnert et Steinbrink 2005).

Un processus qui peut se trouver éclipsé comme conséquence du dualisme ci-dessus est le lien entre les moyens de subsistance et leur source parmi les ressources naturelles (Tovey 1998), typiquement dans l'agriculture et dans les autres formes de production primaire mais de plus en plus dans la marchandisation de la nature (comme manifestée dans le tourisme ou dans la gentryfication des campagnes) (voir Burchardt 2007; Hillyard 2007; Bessant 2006). En essayant de démêler les approches complexes des moyens de subsistance ruraux, Tovey (1998:22) par exemple, écrit : « on peut considérer que le lieu de résidence des acteurs est un indice (inexact) du fait que leur subsistance dépende plus ou moins directement de l'utilisation des ressources naturelles » (voir aussi l'approche des moyens d'existence dans Homewood 2005; Havnevik et col. 2006).

Pour Tovey, il s'ensuit naturellement qu'en dépendant des ressources naturelles, on acquiert des connaissances spécialisées à leur sujet différentes de la signification de telles ressources pour les acteurs non ruraux (1998:22). Il s'ensuit également que les acteurs ruraux se mobiliseront différemment et à propos d'enjeux différents que les acteurs urbains. Elle écrit que la distinction rural-urbain est avant tout « une construction sociale utilisée par les acteurs dans la formulation de projets d'actions, construction qui à son tour permet au chercheur en sciences sociales de distinguer entre l'action sociale urbaine et la rurale » (Tovey 1998:23). Elle observe toutefois que la distinction demeure plutôt ambiguë, dans la mesure où, de plus en plus, l'espace rural est formé par et fait partie « d'une hiérarchie d'organisations spatiales » qui trouve son centre en ville de sorte que les espaces ruraux constituent « un terrain sur lequel différents groupes sociaux dans la société en général peuvent afficher et réaliser différentes identités et différents projets sociaux » (Tovey 1998:30)

Nous trouvons ici une utilisation similaire du terme « projets » (voir Tsing 2000); c'est-à-dire que Tovey (1998) utilise le concept de « projet » pour organiser les

activités intentionnelles de différents agents dans les milieux ruraux. Tovey utilise aussi le terme pour montrer les manières par lesquelles ces projets résultent dans l'utilisation, par les agents, de ce que nous avons appelé la « rhétorique des ruralismes » pour faire avancer des projets particuliers qui ont à voir avec des formes émergentes de subjectivité. Tovey (1998) et Mormont (2003) montrent tous deux comment des fermiers, résistants à la caractérisation des agents ruraux « traditionnels », par exemple, s'associent avec des agents de développement agricole pour appliquer des connaissances scientifiques et techniques à leurs systèmes de production d'aliments – se dotant par là d'une identité de fermiers « industriels ». De leur côté, les agriculteurs biologiques font appel à un jeu différent de qualificatifs en émergence pour caractériser les projets qu'ils veulent entreprendre.

Il est aussi important, donc, de souligner les différences parmi et entre les régions rurales. Des relations différentes entre les sexes, des régimes de propriété, des concepts de culture et des constructions d'identités différents caractérisent des espaces ruraux spécifiques. Ils ne sont pas homogènes en comparaison avec les espaces urbains (voir Marsden 1995), ou dans leurs connexions scalaires avec les processus translocaux et globaux, comme on le constate dans la diversité des cas de la présente collection. Les zones de transition peuvent s'avérer encore plus intéressantes, puisqu'elles se trouvent dans les frontières de plus en plus floues entre les diverses versions de l'urbanisation ou entre les zones industrielles et les paysages agraires. L'article de Weilenmann s'intéresse, par exemple, à une zone périurbaine mais démontre des connexions sociales et politiques profondes avec les régions rurales. En fait, dans tous les cas décrits ici, le rural n'est jamais isolé et dépend de réseaux extérieurs spécifiques pour la production, la distribution et l'échange de main d'œuvre, d'intrants ou de technologie, comme le démontrent spécialement Wiber et Turner. La diversification des stratégies de subsistance en milieu rural se trouve accrue par l'intégration du rural avec son environnement global, ou comme mentionné plus tôt, par les arrangements scalaires. Cela est particulièrement intéressant quand les produits offerts par le milieu rural changent, ou sont devenus différemment définis par ceux qui ont le pouvoir de le faire. Parmi les ressources rurales précieuses (certaines d'entre elles monétisées), on inclut des exemples de « propriétés de l'humanité » : de nouveaux espaces ruraux alternatifs comme des secteurs de conservation de la nature, des réserves forestières et hydriques à l'usage des urbains ou du tourisme et des loisirs locaux, et des sites du patrimoine mondial.

Nous insistons donc sur les récents changements dans la notion de ruralité dans le discours global. Le rural est de plus en plus touché par le mouvement écologique et par d'autres notions de « nature ». Le milieu rural n'est plus uniquement le lieu de la production agricole, si on doit en donner une quelconque définition spatiale. Ici, les processus de constitution d'échelle transforment la nature en une marchandise mesurable, mais aussi en une catégorie morale et spirituelle incommensurable. La construction de l'environnement fait l'objet d'une compétition de plus en plus féroce, tout comme la construction des concepts du rural. La ruralité apparaît comme une attitude et un inventaire de savoir, comme un répertoire culturel, qui est plus que de l'agriculture, et qui se trouve informé par des perceptions de la nature, la densité de la population, des modes de coopération et de réseautage, plus certaines vertus et moralités particulières. De manière intéressante, du point de vue des acteurs, la ruralité implique toujours un facteur de dimension ou d'échelle. En conséquence, il nous semble qu'en examinant le saut d'échelle que connaissent les normes globales en passant dans les répertoires ruraux, et le redéploiement subséquent de ces normes en direction d'auditoires externes, nous tenons une approche prometteuse pour l'analyse des processus de transformation des modalités de propriété.

Nous l'avons mentionné, Tovey (1998) insiste sur la notion d'acteurs ruraux. Là où se trouvent ces acteurs, se trouve aussi de la ruralité. Mais de nombreux acteurs du contexte rural sont perçus par la plupart des résidents originaux comme décidément extérieurs, comme cela se produit avec les missionnaires musulmans de la Salafiyya dans le Souss marocain (Turner, dans le présent volume). D'autre part, certains acteurs d'un contexte rural sont perçus comme résidents naturels dans des contextes non ruraux, comme c'est le cas de certains Albanais d'origine rurale migrants en Grèce (voir Stahl et Sikor, dans le présent volume). On trouve des exemples extensifs de ce problème de rôle dans la documentation relative à la décollectivisation des anciens pays socialistes, un processus souvent décrit comme la re-ruralisation de l'espace de la production agraire. Dans le contexte de l'interaction entre le translocal et le rural, il peut s'avérer important de considérer le regard particulier des agents de l'État sur le territoire rural aussi bien que l'attitude des acteurs ruraux à l'égard de l'État. Dans plusieurs régions du monde, l'image de la vie rurale traditionnelle résonne encore du bruit des insurrections, des mouvements d'indépendance, de l'évasion face au contrôle de l'État et du refus des impôts étatiques. D'un autre côté, on peut aussi considérer la vie rurale comme le château fort de la tradition et

des valeurs locales, qui tempèrent et résistent aux assauts les plus pernicioeux de la mondialisation⁷.

Peut-être qu'en mettant l'accent sur les transformations de la propriété on pourra réduire l'importance exagérée attribuée au dualisme rural-urbain? Et Tovey (1998) et Marmont (2003), par exemple, observent les façons par lesquelles d'anciens propriétaires ruraux ou des personnes ayant des intérêts dans les ressources locales se trouvent déplacés par de nouveaux programmes politiques ruralistes. Est-ce qu'il nous sera utile de rester centré sur la place qu'occupe la propriété dans la rhétorique du ruralisme : comment l'utilise-t-on, par qui et au bénéfice de qui? Et devrions-nous nous demander qui est perdant en conséquence du déploiement réussi de certains concepts de propriété (voir von Benda-Beckmann et col. 2006)? Pour explorer cette possibilité, nous nous posons maintenant la question de ce qu'est la propriété, et de comment elle se trouve transformée.

La propriété et ses transformations

Les transformations de la propriété ont longtemps été un sujet d'intérêt pour l'anthropologie, particulièrement dans le contexte postcolonial, et des études récentes sur la ruralité leur ont redonné une position centrale (voir Murdoch et Pratt 1993). Ceci est particulièrement vrai dans l'Europe post-socialiste. Mais la propriété est aussi devenue un terme instable. Alors que des débats mondiaux autour de la propriété ont été réduits à des arguments absurdes pour ou contre la privatisation, en anthropologie, la propriété a toujours été l'objet d'une riche théorisation⁸. On considère que la propriété donne forme et substance aux relations entre les gens en ce qui touche les objets de valeur. Ces relations comportent trois éléments : les unités sociales (individus, lignages, sociétés, États) qui peuvent détenir des droits et obligations de propriété; les valeurs qui sont conçues comme des objets de propriété; et les différents jeux de droits et d'obligations rattachés à ces objets. Ces trois éléments sont ancrés dans le temps et l'espace et y fluctuent. Empiriquement, la propriété trouve son expression dans « des couches d'organisation sociale⁹ »; c'est-à-dire que les pratiques sociales créent, maintiennent et transforment ce qu'est la propriété au niveau des idéologies, des règles de propriété institutionnalisées en droit et des relations réelles de propriété. Ce qu'est la propriété à un niveau ne peut être réduit à ce qu'est la propriété à un autre niveau, tout comme les idéologies du mariage et la réglementation légale du mariage sont différentes des relations réelles qui s'établissent entre deux individus qui ont contracté un lien de mariage. Pour les acteurs de l'espace rural, la contrainte qu'ils subissent réellement des idéologies de la propriété, des institutions

légales et des liens réels de propriété varie considérablement, à cause d'une multitude d'autres facteurs historiques, politiques, économiques et sociaux, y compris les rapports de force.

Au sein d'un régime de propriété, chacun des niveaux (idéologie, réglementations, relations) peut changer avec des vitesses différentes et pour des raisons différentes. Plutôt que d'articuler la propriété autour d'un de ces niveaux pour l'analyser à l'exclusion des autres, nous préférons nous intéresser à des exemples empiriques tirés de l'expérience sociale. Les contributions à cette section illustrent des situations très divergentes de transformation et de changement sur le terrain. Certaines d'entre elles concernent de nouvelles formes de propriété, y compris des brevets en matière de génétique, la connaissance locale des modes de production, et les paradigmes distincts de développement rural utilisés par les organisations des pays occidentaux.

Le discours globalisant sur les droits de propriété a conduit à une puissante interprétation « de finalité » des différents régimes de propriété. Par exemple, on considère la propriété privée, de manière simpliste, comme faisant la promotion de buts et d'objectifs spécifiques – comme si des concepts spécifiques de propriété pouvaient assurer la réalisation de résultats particuliers en dépit de leur mise en œuvre dans un large éventail de contextes relativement différents. La perspective étatocentrique de nombreux analystes constitue un problème particulier; plusieurs agents de développements, par exemple, demandent : qui protège et distribue les droits de propriété ruraux sinon l'État-nation? Les pays en développement subissent beaucoup de pressions internationales en vue de l'élaboration d'un système de droit étatique fort, uniforme et fonctionnel de contrôle des ressources naturelles, qui leur permettrait de prendre part à la communauté économique et politique mondiale – et ouvrirait un meilleur accès à la propriété rurale à des acteurs mondiaux. Le résultat en est une seconde vague de transfert – un néocolonialisme – des modèles occidentaux de régimes et institutions de propriété vers les régions rurales des pays en développement du monde entier.

La propriété a toujours fait l'objet de compétition, mais dans des conditions de transnationalité, elle est recherchée dans des façons nouvelles au plan qualitatif. On a engendré de nouveaux types de propriété et de nouveaux actionnaires sont apparus dans l'arène rurale. Certains discours font la promotion de la privatisation et des agents transnationaux privent d'accès aux ressources de développement les États qui résistent à ces discours. Un domaine controversé entoure la revendication du droit de breveter des ressources ou produits locaux (voir Wiber

dans le présent volume). Un autre implique la recherche, par des acteurs concurrents, d'occasions de protéger en tant que propriété des connaissances locales-rurales, ou encore l'identification de modes de production locaux en termes de droits de propriété intellectuelle ou culturelle (voir Turner dans le présent volume). Pourtant, une autre réaction à l'homogénéisation des régimes de propriété consiste à puiser dans la spiritualité locale en tant que ressource de valeur et comme cadre d'interprétation de la propriété rurale. Dans ces développements, les droits de propriété intellectuelle jouent un rôle instrumental croissant pour les acteurs transnationaux comme pour les ruraux. Les droits d'usufruit et la gestion des ressources et biens communs, ou plus précisément qui font l'objet d'un accès commun, sont menacés par la ruée vers les brevets. Les sociétés transnationales sont actives dans ce domaine; mais les institutions de l'État-nation réclament aussi la juridiction et les droits de propriété sur les « ressources communes rurales » en tant que « biopatrimoine » ou « écohéritage », ou revendiquent le contrôle des connaissances rurales locales au travers de la protection légale du patrimoine culturel national. De l'autre côté, des groupes minoritaires et des cultures autochtones revendiquent aussi des droits de propriété dans les mêmes valeurs (voir Brown 2003; Wiber 2006). Ce sont des phénomènes nouveaux, mais avec un fort potentiel pour influencer les développements à venir.

Parmi ces revendications contradictoires, il existe un vaste éventail d'idées relatives à la temporalité et aux fluctuations qui ont une influence sur les relations de propriété rurale. Dans certains cas, l'attachement de groupes de descendants à une propriété particulière, comme un territoire, est perçu comme éternel et devient le fondement légal de capacités sociales comme l'exercice du pouvoir décisionnel dans des communautés locales, tandis que dans d'autres cas, le partage permanent de terres entre des héritiers nourrit une perception de la fluidité de la propriété. Les règles de transmission par succession peuvent aussi être modifiées par des changements récents, ce qui, encore une fois, est source de conséquences en profondeur pour les structures familiales et la cohésion sociale. Des initiatives transnationales créent de nouveaux champs de compétition qui transforment les relations entre les sexes et entre les générations. Les structures familiales et les relations économiques entre les sexes sont touchées par bon nombre de pratiques, comme la diversification des possibilités de réaliser un revenu pour les femmes, la modification de la dépendance aux ressources naturelles par la création de coopératives de femmes, et diverses formes « d'éducation » et d'autres politiques. Ces phénomènes peuvent aider les femmes à

mieux faire face aux inégalités liées à leur sexe, et par là augmenter l'incidence des divorces, faire éclater la propriété des ménages et accélérer l'exode rural.

En tant que porteurs traditionnels des droits de propriété, les unités sociales (unités matrimoniales, familles nucléaires ou étendues) font donc face à de formidables pressions de transformation. Parmi les forces qui contribuent à ces tendances, on trouve les stratégies d'émigrants qui investissent dans des projets ruraux au moment où ils reviennent en tant que rapatriés ou visiteurs saisonniers temporaires, (voir Nuijten et Lorenzo, dans le présent volume). Ils rapportent souvent avec eux des notions de propriété privée et pseudo-publique et d'autres concepts extérieurs encore inconnus, tout en revitalisant des valeurs traditionnelles comme les relations de propriété rurale d'origine. En ce faisant, ils conjuguent tradition et modernité et créent des hybrides, comme la propriété traditionnelle des rapatriés dans les campagnes. De plus, la migration contribue à une redistribution intergénérationnelle de la richesse, et avec elle, à une réorganisation de l'influence politique et des pouvoirs décisionnels (ou à des tentatives de réorganisation, comme observées dans Nuijten et Lorenzo, présent volume). Les jeunes descendants d'anciens migrants ruraux ont beaucoup plus de capital à investir que les notables locaux et, sur cette base, exigent le droit de décider de l'allocation des ressources et de leur transformation. Comme ils deviennent des modèles pour les jeunes ruraux et défient l'autorité des anciens, cela a des conséquences majeures pour la négociation des relations de propriété. Enfin, à tout moment, on trouve des acteurs transnationaux qui produisent des interprétations des régimes de propriété rurale qui ne tiennent aucunement compte de tous les processus énumérés ci-dessus. Il se trouve donc des processus parallèles et interdépendants qui ajoutent à la compétition sur les concepts de propriété et à leur invalidation.

Le droit, le pluralisme juridique et la transnationalisation de la législation

On peut difficilement parler de propriété sans parler du cadre juridique. Mais il s'avère que le droit est aussi un objet de compétition du cadre rural. Par exemple, une conséquence intéressante de l'étude de la dimension juridique de la globalisation a pris la forme d'une adhésion plus large au concept de « pluralisme juridique », un terme qui caractérise des situations où plus d'un régime législatif est à l'œuvre dans un champ social (von Benda-Beckmann 2002; von Benda-Beckmann et von Benda-Beckmann 2007). Du point de vue du droit du développement, le pouvoir du cadre juridique de transformer le cadre local s'est avéré plus intéressant que la capacité correspondante des

interactions légales locales de transformer le niveau transnational. Par contrastes, les anthropologues intéressés au pluralisme juridique ont accordé plus d'attention à ce dernier phénomène. Cet accent mis sur la dimension juridique a permis d'élargir la compréhension des transformations de la propriété rurale et particulièrement les questions d'accès aux ressources.

Dans un passé récent, le droit international et transnational de même que les ONG travaillant en contexte transnational ont commencé à jouer un rôle de plus en plus important dans des domaines qualifiés de ruraux. De puissants acteurs transnationaux comme le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, l'UNESCO, l'Union européenne et des agences nationales de développement sont parfois en concurrence entre eux et mettent de l'avant leurs différents programmes politiques parfois incompatibles. Ils agissent non seulement en régisseurs des relations internationales mais ont aussi souvent un impact direct sur les relations de propriété sociale et économique dans des cadres locaux au sein des États-nations. La coopération internationale en matière d'environnement, l'établissement de normes de développement durable, la diffusion de nouvelles technologies en agriculture, de nouveaux modes organisationnels d'exploitation des ressources, la certification biologique et les contrôles de qualité des produits alimentaires sont de bons exemples de ces tendances. Les principaux domaines où les interventions transnationales affectent la propriété rurale sont le tourisme rural, la modernisation de l'agriculture, la coopération pour le développement et les politiques de décentralisation et de démocratisation visant la mise en place d'une saine gouvernance et de structures de la société civile. Il faut aussi mentionner ici des initiatives transnationales visant à combattre la pauvreté rurale, l'exode vers les villes et l'émigration.

Un des modes par lesquels les arènes rurales sont touchées par leur contexte transnational est la montée des configurations législatives pluralistes, souvent caractérisées par la diversité des perceptions de la propriété rurale et les revendications pour cette propriété. Ces revendications tirent leur légitimation de différents cadres législatifs qui interprètent et appliquent différentes régimes juridiques. Si nous transcendons le niveau de la mise en ordre normative et regardons plutôt les évidences empiriques de comment les relations de propriété sont construites, maintenues et transformées, deux aspects se détachent comme particulièrement sujets à de profondes réinterprétations : la signification sociale et le sens de la propriété rurale et l'accès aux ressources.

Il faut prêter une attention particulière à la relation triangulaire entre le transnational, le rural et l'État. Les

interactions entre l'État et le transnational affectent le paysage rural de multiples façons différentes. Des acteurs étatiques à divers échelons de la hiérarchie gouvernementale peuvent transmettre au niveau local leurs interprétations particulières et diversifiées des impacts transnationaux. Les acteurs transnationaux, de leur côté, peuvent mettre en vigueur leurs normes directement dans les régions rurales, passant par-dessus l'État, lorsqu'ils constatent que la coopération État-transnational ne produit pas les résultats escomptés dans les délais convenables (voir Weilenmann, présent volume). Les relations de pouvoir à tous les niveaux, local, régional, national et transnational peuvent se trouver affectées par ces stratégies et leurs conséquences. Dans ce contexte, on doit aussi prendre en considération les influences transnationales actuelles qui visent la décentralisation et la régionalisation.

Mouvements transnationaux et mobilisation rurale

Un autre phénomène qui attire aujourd'hui l'attention est l'accroissement du nombre des mouvements religieux et moraux de portée transnationale qui revendiquent au moins le même degré de légitimité universelle que les champions du développement durable ou de la protection de la nature (voir Wilmsen et Turner, présent volume). Parfois qualifié de montée de la société civile (Hann et Dunn 1996; Baker et Chandler 2005), ce processus a contribué au développement de nouvelles normes locales de moralité et de nouvelles significations sociales ou religieuses et culturelles de la propriété, de l'appartenance et des obligations sociales distributives, comme en témoignent nos collaborateurs. Dans de tels contextes, la lutte pour des retombées distributives suscite, instrumentalise ou transforme le potentiel rural local de violence. Ces développements motivent les acteurs ruraux locaux à organiser la résistance, parfois avec la collaboration d'influences extérieures, et parfois en confrontation brutale avec ces influences. Dans de multiples circonstances, les mouvements sociaux donnent à leurs demandes la forme de revendications pour des droits ou des propriétés, comme l'ont fait les San du Kalahari (Wilmsen, présent volume), tandis qu'ils organisent la résistance contre les relations existantes ou protestent contre leur intégration au sein de l'économie globale (Edelman 1999; Mésini 2004; Moyo et Yeros 2005; Woods 2008). Une telle résistance, toutefois, peut appuyer ses revendications pour des droits de diverses manières, qui vont de la réappropriation des modes de subsistance ruraux jusqu'à des protestations contre l'exclusion, tandis que de nouvelles formes de ruralisme sont vues comme une réponse à l'appétit néo-libé-

ral pour le rural et une réplique à sa marchandisation. Un bon exemple s'en trouve dans le concept des droits des paysans. Ce concept combine diverses composantes juridiques et réfère à des idées de responsabilité et de dignité humaine globale qui comportent une notion d'attitudes raisonnables et judicieuses face à la propriété.

Qui plus est, le transfert des responsabilités de l'État en matière de bien-être coïncide avec une revitalisation morale et spirituelle des valeurs rurales de partage, de charité et d'obligations distributives touchant les relations de propriété ou même découlant de celles-ci. Un État-nation qui ne satisfait pas à ses obligations de travail caritatif s'exclut du bassin des acteurs qui peuvent être tenus responsables des arrangements des régimes de propriété rurale, abandonnant la sécurité sociale à des acteurs comme les ONG et les organisations religieuses (par exemple, Hefferan 2007; Marshall et van Saanen 2007) ou aux expressions locales des religions mondiales.

Ces mécanismes de mobilisation ont un impact sur toute la sphère de la régulation de l'accès aux ressources naturelles et aux biens de valeur ruraux. Les réglementations concrètes, les légitimations qui y correspondent et les idéologies qui les sous-tendent sont en train de diverger et pourraient se reconfigurer dans des formes modifiées au niveau local comme au niveau transnational. La propriété en milieu rural devient chargée de significations différentes à mesure qu'on crée de nouvelles catégories de propriété et que de nouveaux groupes d'acteurs cherchent à se les approprier. L'enchaînement social (N.d.T. : *embeddedness*), politique et religieux de la propriété rurale dans le monde change en réponse à l'émergence de constellations transnationales-rurales. Les changements dans les pratiques, formalisations et idéologies sociales, y compris leur connectivité interactive et interdépendante transforment et la perception de ce que signifie « rural » et sa conjugaison avec « la société » et « la propriété ». De plus, l'insécurité sociale et légale montante, résultat du développement économique et social, exige une réaction de créativité au plan local, et modifie tout espace de manœuvre dans la négociation des perceptions locales de la propriété.

Le pouvoir normatif des moralités transnationales et rurales : religion, économie et au-delà

L'étude de la dimension morale de la propriété amène à l'esprit, avec force, la question de la proportionnalité sociale du statut de propriétaire. La descendance et la famille élargie, les alliances, les réseaux, les voisinages, les liens territoriaux et les formes de coopération établies sont quelques-unes des relations les plus évidentes parmi

lesquelles « la propriété comporte ses devoirs. » Les mouvements sociaux, qu'ils se définissent par la société civile ou pas, révisent souvent à la hausse les normes existantes de moralité de la possession, des significations religieuses, culturelles et sociales de la propriété, de son importance pour les obligations sociales de distribution et les notions d'appartenance (par exemple, Edelman 2005). En fait le regard transnational sur la pauvreté rurale est plein de ses propres arguments moraux, dont la condamnation de la corruption et des autres pratiques immorales. Les objectifs politiques associés aux interventions de développement ont une incidence congrue sur les notions de propriété sur le terrain. On assure la dissémination de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la décentralisation en tant que garants de juste répartition de la propriété. Le discours transnational sur les droits humains livre lui aussi des arguments moraux.

Cette « moralité transnationale » compensatoire transforme la propriété rurale (voir Turner, présent volume), et cela est rarement bien reçu au niveau local. Ce qui complique l'acceptation des intervenants transnationaux dans le monde rural est une certaine attitude altruiste qui s'accompagne de la formulation de messages quasi religieux. Alors que les acteurs transnationaux peuvent conceptualiser le message transnational comme universel, il ajoute souvent un méta-message moral (certains diraient moralisant) à l'interaction transnational-rural. Les concepts du développement sont façonnés par une éco-religion universelle, qui comporte souvent une spiritualisation de la nature (Tucker et Grim 2001; Taylor, 2005). L'idéal de la conservation de la nature, par exemple, inclut souvent une revendication, de la part d'acteurs extérieurs, pour le droit de protéger des paysages uniques qui sont localement associés avec de nombreuses et diverses connotations. Au plan local, le paysage représente un moyen de subsistance, de l'agriculture et des aliments. En même temps, il résonne en tant que patrie, espace social rural et identité. Qui plus est, il est chargé de signification spirituelle, légale et sociale. Prendre pour acquis que les acteurs locaux accepteront sur un pied d'égalité ces valeurs transnationales imposées mène assez souvent à des malentendus mutuels comme le révèlent plusieurs contributions de cette section.

On peut ici mentionner un exemple. On a jumelé à des intérêts environnementaux la protection sacrée de certains lieux par une éco-valeur particulière. Dans ce processus, on a réinterprété la valeur symbolique de la propriété comme libre de composantes sociales. En conséquence, on a questionné la lecture rurale des relations de propriété, y compris l'usufruit et les droits d'exploitation, en tant qu'inscrite dans le paysage religieux-juridique. Mais du

point de vue rural, la propriété n'est souvent légitimée que précisément par un tel enchâssement organique. Ce genre d'enchâssement a été généralement négligé dans la recherche sur la modernisation des relations de propriété rurale, de même que dans le discours sur la compétition dans l'économie globale. Toutefois, cet enchâssement a ses propres connexions transnationales, étant lui-même affecté par la résurgence des normes morales locales.

Les contributions à cette section thématique fournissent des perspectives de recherche fraîches sur les processus de transformation auxquels sont exposées la propriété rurale et la gestion de l'accès aux ressources naturelles dans les zones rurales. Les exemples donnés ici, tirés de la recherche empirique et de perspectives transdisciplinaires, dévoilent des processus de transition dans diverses parties du monde et offrent une occasion de considérer les conséquences théoriques énoncées plus haut. Cette recherche s'intéresse souvent à la relation de rétroaction entre les processus locaux de transformation dans les régions rurales et le niveau transnational.

Six exemples portant sur la transformation des relations de propriété rurale dans un monde en voie de globalisation

Dans les diverses contributions à cette section, notre sujet central est abordé avec cinq lentilles différentes mais complémentaires. Ces contextes comprennent la coopération pour le développement, l'application de stéréotypes raciaux, les migrations, l'émergence d'un droit transnational dans le cadre des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS) et l'importance croissante des cadres moraux et religieux transnationaux.

Par exemple, Wiber se concentre sur les normes légales générées en mode transnational qui touchent la propriété rurale. Elle analyse l'impact des législations des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce sur le contrôle des semences dans la production agricole dans le cadre d'une discussion portant sur la décision de la Cour suprême du Canada dans *Monsanto v. Schmeiser* pour restreindre le statut de spectateurs innocents dans des cas de violation de brevets. Elle s'arrête aux effets de cette décision sur l'autonomie des agriculteurs dans une économie mondialisée. Une des conséquences qui inquiète plusieurs chercheurs dans le domaine du développement agricole est le « gel » envahissant que de telles décisions légales auront sur la conservation et le partage de semences traditionnelles. Le travail de Wiber montre comment des décisions à l'échelle nationale appliquent une grille transnationale à une situation locale – avec des réverbérations à l'échelle supranationale. Weilenmann, d'un autre côté, met en lumière l'impact

direct de la coopération pour le développement comme un canal qui adapte les régimes de propriété rurale. Il illustre comment les agences de développement qui souhaitent donner des moyens aux pauvres des régions rurales dans la concurrence pour l'accès aux ressources, introduisent un ordre du jour transnational en puisant dans le « droit de projet » (voir N.d.T. ci-dessus) comme outil normatif. Cela entraîne une fragmentation juridique accrue, alors que les conventions légales internationales filtrées par les États entrent en collision avec les normes transnationales introduites sous la forme de « droit de projet ».

Wilmsen analyse de manière critique comment les acteurs transnationaux rationalisent les stratégies employées en ce qui touche les conceptions locales de la propriété rurale. Il expose les stéréotypes classiques qui nient aux autochtones de langue san du Kalahari des notions structurées de régime foncier, de droits d'usufruit ou de propriété. Il s'intéresse aussi aux raisons qui sous-tendent la revitalisation de tels concepts dans les politiques néo-libérales mises en œuvre dans la région aujourd'hui et en souligne les conséquences négatives. Wilmsen montre comment les constellations locales de propriété sont instrumentalisées à l'échelle nationale par la diffusion de stéréotypes, de façon à construire une province qui satisferait aux exigences internationales pour l'assistance. Nuijten et Lorenzo analysent l'impact de l'émigration temporaire sur la gouvernance locale de l'exploitation collective des terres. Ils discutent des inégalités qui apparaissent dans ces communautés andines qui régissent l'accès interne aux terres, dans le contexte où des membres de la communauté émigrent pour s'embaucher comme bergers dans des ranchs nord-américains. Alors que les relations avec les émigrants produisent de nouvelles dynamiques internes et affectent la gestion des terres communales, l'émigration temporaire a aussi servi à renforcer le pouvoir traditionnel, dans la demande pour les nouvelles ressources qui irriguent la communauté et la tentative de les contrôler. Nuijten et Lorenzo montrent aussi comment l'environnement transnational et l'expérience des flux migratoires entre le pays d'origine et le pays hôte se combinent pour informer le modèle local d'exercice du pouvoir qui aspire à demeurer indépendant des interventions nationales et transnationales dans les affaires locales.

Turner observe la façon dont une dépendance accrue au cadre moral et à l'argumentation religieuse connecte de multiples échelles dans leur impact sur la propriété rurale, même si cela est vu depuis des angles très différents. Il souligne l'importance croissante de tels encadrements moraux et religieux des relations de propriété

dans le sud-ouest du Maroc dans les négociations locales de la participation ou de la résistance à l'économie globale. La confrontation avec des concepts moraux et religieux exogènes a mené à la réévaluation des normes morales locales et à une réinterprétation des relations de propriété qui combinaient jusqu'à un certain degré des concepts locaux-ruraux et transnationaux. Turner montre comment ce déploiement de standardisation religieuse et morale en provenance de l'échelon supralocal a contourné l'État et le rôle de l'État dans les interactions transnational-local. Sikor et Stahl présentent une étude de cas de trois villages albanais pour démontrer que différentes formules d'émigration ont engendré des attitudes régionales différentes à l'égard de l'accès aux ressources et à la propriété rurale après l'effondrement du système socialiste. Sikor et Stahl montrent comment le post-socialisme implique un passage à une plus petite échelle de ce qu'était la concurrence entre nations, mais aussi comment la tension internationale au sein d'une région particulière continue malgré tout à résonner dans les contextes locaux. Ces tensions à leur tour ont affecté comment les liens translocaux respectifs façonnent les stratégies locales de subsistance et les formules de migration.

Conclusion

Dans l'ensemble, ces articles sont interreliés et reflètent une série d'importants thèmes transversaux qui contribuent tous à permettre une appréhension générale des processus contemporains en train de transformer la propriété rurale, et de leur impact cumulatif. Ces articles s'intéressent aussi à plusieurs enjeux soulevés en anthropologie juridique contemporaine en rapport avec le débat actuel sur l'anthropologie de la mondialisation (Tsing 2000; Lewellen 2002; Friedman et Friedman 2008; Inda et Rosaldo 2008). Le point de référence unificateur des articles est une analyse anthropologique de la conceptualisation néo-libérale et transnationale des enjeux de la propriété. Les arguments anthropologiques développés ici sont basés sur des données empiriques qui ont été recueillies dans des études de terrain. Au cœur de l'analyse anthropologique sont des facteurs qui évoquent ou qui contribuent à l'accélération des processus de transformation des relations de propriété rurale. Les pratiques et traditions juridiques locales, les connaissances locales et le règlement des conflits, le débat entre agricultures moderne et conventionnelle, l'impact de l'émigration sur les domaines locaux, la résurgence des facteurs religieux et moraux dans les questions de propriété sont des enjeux anthropologiques d'importance vitale pour pousser plus loin la recherche en anthropologie de la globalisation et dans beaucoup d'autres domaines de la quête anthropo-

logique. Ainsi, cette section thématique apporte une contribution significative au débat permanent dans un domaine central de la recherche anthropologique.

Bertram Turner, Max Planck Institute for Social Anthropology, PO Box 110351, 06017 Halle/Saale, Germany. Courriel: turner@eth.mpg.de.

Melanie G. Wiber, Department of Anthropology, University of New Brunswick, Box 4400, Fredericton, New Brunswick, E3B 5A3, Canada. Courriel: wiber@unb.ca.

Remerciements

La présente section thématique est le résultat d'un séminaire international intitulé « Conjonctions paradoxales : Transnationalisme et transformations des relations de propriété en milieu rural » tenu à l'Institut Max Planck d'anthropologie sociale à Halle, Allemagne, en 2006. Le séminaire faisait partie des activités du réseau de recherche international sur « La propriété rurale : processus contemporains de transformation et différenciation rurales » financées par la Fondation allemande de recherche (DFG) pour la période 2006-2009.

Notes

- 1 N.d.T: « droit de projet » est un terme nouveau qui qualifie cette composante normative d'un cadre réglementaire inhérent à et transféré par un projet d'aide au développement.
- 2 Voir Wiber (1995, 1999, 2000, 2004, 2005), Wiber et Kennedy (2001) et Turner (2006, 2007a, 2007b, 2008). Voir aussi des périodiques comme *Critique of Anthropology*, de même que le *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, et *Law and Anthropology* pour de nombreux autres exemples.
- 3 D'autres figures importantes dans l'établissement initial de la sociologie rurale furent Tönnies et Durkheim. Voir le premier chapitre de Hillyard 2007.
- 4 Voir par exemple Mésini 2004 et Lohnert et Steinbrink 2005. Alors que Mésini décrit le flot poussé par la pauvreté des ruraux vers les villes, Lohnert et Steinbrink observent le phénomène inverse. Le facteur de la pauvreté urbaine comme source d'agitation et la perception des bidonvilles péri-urbains comme berceaux du terrorisme (Turner 2007b) constituent aussi des paradoxes.
- 5 Voir aussi les contributions à l'ouvrage de Herod et Wright 2002 sur la dyade global-local.
- 6 Voir par exemple Mésini 2004 et Lohnert et Steinbrink 2005 sur les moyens de subsistance ruraux et urbains et sur la translocalité.
- 7 La mise en œuvre des lois anti-terroristes au Maroc, par exemple, s'accompagnait d'une campagne nationale établissant les valeurs et idéaux ruraux comme des stabilisateurs essentiels de la société marocaine (Turner 2007b)
- 8 Pour une revue détaillée de la documentation sur la propriété, voyez von Benda-Beckmann et col. 2006. Dans ce qui suit, nous nous appuyons sur leur cadre alternatif pour la conceptualisation de la propriété. Cette approche, à son tour, est construite sur des travaux antérieurs de von Benda-

- Beckmann (1979, 1995) et de von Benda-Beckmann et von Benda-Beckmann (1999). Voir aussi Wiber et Lovell 2004.
- 9 C'est dans ce sens que de nombreux chercheurs insistent sur le caractère « enchassé » (*embedded*) de la propriété.

Références

- Baker, Gideon et David Chandler, dirs.
2005 *Global Civil Society: Contested Futures*. London: Routledge.
- Bessant, Kenneth C.
2006 *Multiple Discourses on Crisis: Farm, Agricultural, and Rural Policy Implications*. *Canadian Journal of Agricultural Economics* 55(4):443-457.
- Brown, Michael F.
2003 *Who Owns Native Culture?* Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Brown, Katrina
2007 *Reconciling Moral and Legal Collective Entitlement: Implications for Community-based Land Reform*. *Land Use Policy* 24:633-643.
- Bruun, Ole, et Li Narangoa, dirs.
2006 *Mongols from Country to City. Floating Boundaries, Pastoralism and City Life in the Mongol Lands*. Honolulu: University of Hawaii Press.
- Burchardt, Jeremy
2007 *Agricultural History, Rural History, or Countryside History? The Historical Journal* 50:465-481.
- Collins, Jane L., et Amy Quark
2006 *Globalizing Firms and Small Communities: The Apparel Industry's Changing Connection to Rural Labor Markets*. *Rural Sociology* 71(2):281-310.
- Deavers, Ken
1992 *What Is Rural?* *Policy Studies Journal* 20(2):184-189.
- Edelman, Marc
1999 *Peasants against Globalization: Rural Social Movements in Costa Rica*. Stanford: Stanford University Press.
2005 *Bringing the Moral Economy Back into the Study of 21st-Century Transnational Peasant Movements*. *American Anthropologist* 170(3):331-345.
- Edelman, Marc, et Angélique Haugerud
2006 *Introduction: The Anthropology and Development and Globalization*. *Dans The Anthropology of Development and Globalization*. Marc Edelman et Angélique Haugerud, dirs. Pp. 1-74. Maiden, MA: Blackwell.
- Escobar, Arturo
2001 *Culture Sits in Places: Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization*. *Political Geography* 20:139-174.
- Frank, André Gunder
1967 *Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil*. New York: Monthly Review Press.
1968 *En traduction: Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, Paris.
- Friedman, Kajsa Ekholm, et Jonathan Friedman
2008 *Global Anthropology*. Lanham: AltaMira.
- Graeber, David
2002 *The Anthropology of Globalization*. *American Anthropologist* 104(4):1222-1227.

- Hann, Chris, et Elizabeth Dunn, dirs.
1996 *Civil Society: Challenging Western Models*. London: Routledge.
- Harvey, David
2001 *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*. New York: Routledge.
- Haugen, Marit S., et Hans Kjetil Lysegård
2006 Discourses of Rurality in a Norwegian Context. *Norwegian Journal of Geography* 60(3):174-178.
- Havnevik, Kjell, Tekeste Negash and Atakilte Beyene, dirs.
2006 *Of Global Concern: Rural Livelihood Dynamics and Natural Resource Governance*. Stockholm: Sida.
- Hefferan, Tara
2007 *Finding Faith in Development: Religious Non-Governmental Organizations (NGOs) in Argentina and Zimbabwe*. *Anthropological Quarterly* 80(3):887-896.
- Held, David, et Anthony McGrew, dirs.
2003 *The Global Transformations Reader: An Introduction to the Globalization Debate*. Polity Press: Cambridge.
- Herod, Andrew, et Melissa W. Wright, dirs.
2002 *Geographies of Power: Placing Scale*. Malden: Blackwell.
- Hillyard, Sam
2007 *The Sociology of Rural Life*. Oxford: Berg.
- Hoggart, Keith
1990 Let's Do Away with Rural. *Journal of Rural Studies* 6(3):245-257.
- Homewood, Katherine M.
2005 *Rural Resources and Local Livelihoods in Africa*. Oxford: James Currey.
- Inda, Jonathan Xavier, et Renato Rosaldo, dirs.
2008 *The Anthropology of Globalization: A Reader*. Malden: Blackwell.
- Knauff, Bruce
2002 *Critically Modern: An Introduction*. *Dans Critically Modern: Alternatives, Alterities, Anthropologies*. Bruce Knauff, dir. Pp. 1-54. Bloomington: Indiana University Press.
- Laschewski, Lutz
2005 *Rural Sociology*. *Dans Handwörterbuch zur ländlichen Gesellschaft in Deutschland*. Stephan Beetz, Kai Brauer and Claudia Neu, dirs. Pp. 201-210. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.
- Lewellen, Ted C.
2002 *The Anthropology of Globalization: Cultural Anthropology Enters the 21st Century*. Westport, CT: Bergin and Garvey.
- Lohnert, Beate, et Malte Steinbrink
2005 *Rural and Urban Livelihoods: A Translocal Perspective in a South African Context*. *South African Geographical Journal* 87(2):95-103.
- Marsden, Terry
1995 *Beyond Agriculture: Regulating the New Rural Spaces*. *Journal of Rural Studies* 11(3):285-296.
- Marshall, Katherine, et Marisa B. van Saanen
2007 *Development and Faith: Where Mind, Heart, and Soul Work Together*. Washington: World Bank Publications.
- Mésini, Béatrice
2004 Résistances et alternatives rurales à la mondialisation. *Études Rurales* 169-170(1):43-59.
- Mormont, Marc
2003 *What is Rural About?* *Dans Innovations, Institutions and Rural Change*. Michel Blanc, dir. Pp. 19-50. Luxembourg: Office for Official Publications of The European Communities.
- Moyo, Sam, et Paris Yeros, dirs.
2005 *Reclaiming the Land: The Resurgence of Rural Movements in Africa, Asia, and Latin America*. London: Zed Books.
- Murdoch, Jonathan, et Andy C. Pratt
1993 *Rural Studies: Modernism, Postmodernism and the "Post-rural."* *Journal of Rural Studies* 9(4):411-427.
- Pratt, Andy C.
1996 *Discourses of Rurality: Loose Talk or Social Struggle?* *Journal of Rural Studies* 12(1):69-78.
- Sivaramakrishnan, Krishna, et Arun Agrawal
2003 *Regional Modernities: The Cultural Politics of Development in India*. Stanford: Stanford University Press.
- Stavenhagen, Rodolpho
1964 *Changing Functions of the Community in Underdeveloped Countries*. *Sociologica Ruralis* 4(3):315-331.
- Taylor, Bron R.
2005 Introduction. *Dans The Encyclopedia of Religion and Nature*. Bron R. Taylor, dir. Pp. vii-xxvi. London: Thoemmes Continuum.
- Tovey, Hilary
1998 *Rural Actors, Food and the Post-Modern Transition*. *Dans Actors on the Changing Countryside*. Leo Granberg et Imre Kovách, dirs. Pp. 20-43. Budapest: Institute for Political Sciences.
- Tsing, Anna L.
2000 *The Global Situation*. *Cultural Anthropology* 15(3):327-360.
2006 *Friction. An Ethnography of Global Connection*. Princeton: Princeton University Press.
- Tucker, Mary E., et John A. Grim
2001 *The Emerging Alliance of World Religions and Ecology*. *Daedalus* 130(4). Document électronique, <http://www.amacad.org/publications/fall2001/tucker-grim.aspx>, consulté le 9 novembre 2008.
- Turner, Bertram
2006 *Competing Global Players in Rural Morocco: Upgrading Legal Arenas*. *Journal of Legal Pluralism* 53-54:101-139.
2007a *Global Players and Local Agency in Rural Morocco*. *ISIM Review* 19:12-13.
2007b *Islamic Activism and Anti-Terrorism Legislation in Morocco*. Max Planck Institute for Social Anthropology Working Paper No. 91.
2008 *Whose Complementarity? Social Lines of Conflict between Mobile Pastoralism and Agriculture in the Context of Social Differentiation in the Moroccan Sus*. Max Planck Institute for Social Anthropology Working Papers No. 101.
- von Benda-Beckmann, Franz
1979 *Property in Social Continuity: Continuity and Change in the Maintenance of Property Relations through*

- Time in Minankabau, West Sumatra. The Hague: M. Nijhoff.
- 1995 Anthropological Approaches to Property Law and Economics. *European Journal of Law and Economics* 2:309-336.
- 2002 Who's Afraid of Legal Pluralism? *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 27:37-82.
- von Benda-Beckmann, Franz, et Keebet von Benda-Beckmann
- 1999 A Functional Analysis of Property Rights, with Special Reference to Indonesia. *Dans Property Rights and Economic Development: Land and Natural Resources in Southeast Asia and Oceania*. T van Meijl et Franz von Benda-Beckmann, dirs. Pp. 1-14. London: Kegan Paul.
- 2007 Transnationalisation of Law, Globalisation and Legal Pluralism: A Legal Anthropological Perspective. *Dans Globalisation and Resistance: Law Reform in Asia since the Crisis*. Christoph Antons et Volkmar Gessner, dirs. Pp. 53-80. Oxford: Hart.
- von Benda-Beckmann, Franz, Keebet von Benda-Beckmann et Melanie G. Wiber
- 2006 The Changing Properties of Property—An Introduction. *Dans The Changing Properties of Property*. Franz von Benda-Beckmann, Keebet von Benda-Beckmann et Melanie Wiber, dirs. Pp. 1-39. New York: Berghahn Press.
- Wiber, Melanie G.
- 1995 Everyday Forms of Violence: Farmer's Experiences of Regulation in the Canadian Dairy Industry. *Journal of Legal Pluralism and Folk Law* 35:1-24.
- 1999 Caught in the Cross-Hairs: Liberalizing Trade (Post M.A.I.) and Privatizing the Right to Fish. Implications for Canada's Native Fisheries. *The Journal of Legal Pluralism* 44:33-51.
- 2000 Fishing Rights as an Example of the Economic Rhetoric of Privatization: Calling for an Implicated Economics. *Canadian Review of Sociology and Anthropology* 37(3):267-288.
- 2004 Finding Common Ground in the Fisheries Field: Agency in the Ethnographic Encounter. *Zeitschrift für Ethnologie* 129:49-70.
- 2005 Mobile Law and Globalism: Epistemic Communities versus Community-Based Innovation in the Fisheries Sector. *Dans Mobile People, Mobile Law: Expanding Legal Relations in a Contracting World*. Franz von Benda-Beckmann, Keebet von Benda-Beckmann et Anne Griffiths, dirs. Pp. 131-151. Aldershot, UK et Burlington, VT: Ashgate Press.
- 2006 Cultural Property, Repatriation and Relative Publics: Which Public? Whose Culture? *Dans The Changing Properties of Property*. Franz von Benda-Beckmann, Keebet von Benda-Beckmann et Melanie Wiber, dirs. Pp. 330-348. New York: Berghahn Books.
- Wiber, Melanie G., et Julia Kennedy
- 2001 Impossible Dreams: Reforming Fisheries Management in the Canadian Maritimes after the Marshall Decision. *Law and Anthropology* 11:282-297.
- Wiber, Melanie G., et Peter Lovell
- 2004 Property, Kinship and Cultural Capital: The Ethics of Modeling Kinship in Sustainable Resource Management. *Anthropologica* 46:85-98.
- Woods, Michael
- 2008 Social Movements and Rural Politics. *Journal of Rural Studies* 24(2):129-137.